

CERCLE TURGOT

Compte-rendu du déjeuner-débat du 8 juin 2016

**Avec Nicolas SARKOZY
Président des Républicains**

Le Président François PEROL remercie le Président Nicolas SARKOZY de faire l'honneur au Cercle TURGOT de sa présence aujourd'hui.

« C'est avec beaucoup d'amitié que le Cercle Turgot avec Patrick COMBES vous reçoit au Cercle de l'Union interalliée ».

« Bonjour à tous. Je voudrais vous dire comment Eric WOERTH, secrétaire général des Républicains, Christian SAINT-ETIENNE et moi sommes heureux d'être là.

Je vous demande d'être direct et franc dans vos questions. Puisque vous êtes des spécialistes, j'attends beaucoup de vos questions » répond Nicolas SARKOZY.

Le débat s'ouvre sur une question de Sophie de MENTHON :

- Que feriez-vous dans un pays aussi en difficulté que le nôtre ? La situation semble assez désespérée, comment traiter cela ?

Oh, c'est le chef, le Président actuel de la République qui est désespéré, bien moins que la situation.

Prenez l'exemple des « fan zones » avec la prolongation de la situation d'urgence. Où est la cohérence ? L'absurdité est trop grande. Je n'aurais jamais fait de « fan zones »

Tous les syndicats ont appelé à voter pour Mr HOLLANDE, maintenant ils se sentent trahis avec les mensonges et d'avoir été trompés et bernés.

Au mensonge, il a ajouté le cynisme.

On fait semblant de tenir sur la Loi EL KHOMRI et on lâche sur bien d'autres choses, jusqu'à aller détruire la SNCF.

Prenons Mr MACRON par exemple qui a construit les discours du Président. Il devrait partir ! Il sert à quoi ? Je le mettrais dehors tout de suite.

Mais c'est quoi ces gens debout à la République toute la nuit et couchés durant la journée ? Mais cela n'a pas de sens !

- Une autre question de l'assemblée concerne le délai nécessaire à la France et à l'Allemagne pour converger ?

Le Pacte de stabilité est un élément de raisonnement, mais il n'est pas à lui seul tous les raisonnements répond Nicolas SARKOZY.

La dette Française pendant mon quinquennat a moins été dégradée que la moyenne de celle des pays européens.

J'ai vu arriver dans mon bureau à l'Élysée, les Présidents de Renault et de PSA me demandant assistance. J'ai dû faire un chèque de 3 milliards d'€ qui les a sauvés.

Dans le même temps, j'ai vu les anglais qui faisaient la queue à Londres devant les banques. C'est d'ailleurs cela qui a conduit Gordon BROWN le premier Ministre à vouloir nationaliser les banques.

L'année 2011, ma dernière année pleine à la Présidence de la République, nous avons eu une croissance de 2,1%, alors que le reste de l'Europe était proche de 1% de croissance.

Le problème de la France n'est franchement pas un problème de dette, mais un problème de dépense !

Si on ne s'attaque pas aux dépenses du pays, on ne peut rien résoudre.

L'endettement il faut l'entendre comme une anticipation optimiste de l'avenir. Les entreprises en ont besoin mais il faut en même temps conduire la baisse des dépenses et la baisse des impôts.

Nous allons donc au pouvoir faire la baisse des dépenses tout de suite.

Prenons l'Assurance vieillesse :

Maintenant le régime est équilibré. Nous proposons une retraite à 63 ans en 2017.

Par ailleurs les indemnités chômage doivent baisser.

Nous avons supprimé 150 000 postes de fonctionnaires et personne n'a fait mieux. Nous aurions dû imposer le même traitement aux collectivités locales. Cela nous aurait permis de réaliser une économie de 300 000 fonctionnaires.

Je ne veux pas que l'on arrête les investissements en France !

Une fois aux affaires nous ferons « sauter » le principe de précaution. Il est indispensable que nous continuions d'investir, de construire des TGV et autres.

Si on ne baisse pas les charges, nous n'aurons d'ici peu plus d'agriculture. Il faut que nous allions au plus vite à la moyenne des pays Européens.

La question n'est pas d'être Keynésiens, Schumpétérien ou Malthusien.

Ne parlez pas d'abord de dette ou de déficit, mais de DEPENSES ! C'est le seul moyen de réduire le déficit en réduisant la dépense.

- Charles de CROISSET fait cette observation : Votre annonce explicite est que vous vous engagez dans une réforme profonde des acteurs du dialogue social, les syndicats notamment. Il faut voir ce que l'Allemagne peut apporter à la France ?

Nicolas SARKOZY répond qu'il ne croit pas au paritarisme. Le travail des syndicats n'est pas de gérer la Sécurité Sociale.

Je vous annonce la nationalisation de la Sécurité Sociale ! On n'a pas le temps d'attendre !
La démocratie sociale ne fonctionne plus !

Le paritarisme pour l'Assurance Chômage c'est fini !

Madame MERKEL, je déjeune avec elle le 21 juin ; jamais je ne dirais un mot désagréable sur mes amis. Les Allemands, il ne faut pas jouer avec cela. Il n'y a plus d'axe Franco-Allemand et cela est une honte !

Il est cependant regrettable que Madame MERKEL soit allée négocier seule.

Alors comment va-t-on faire ?

Je rappelle que nous sommes le premier client de l'Allemagne. Si la France fait faillite, l'Allemagne en paiera les conséquences. Il faut négocier avec les Allemands des éléments sur lesquels ils peuvent bouger.

Je commence donc par l'énergie. A ce titre, je n'accepte pas la pression de la grande coalition contre la France.

Cette affaire là nous coûte 7 milliards €

Le second problème est celui de la zone Euro. L'Europe des 19 qui ont la même monnaie et au sein de laquelle l'Allemagne et la France pèsent plus de 51% de cette Europe.

Il doit être clair que le « Lead » dans la Zone Euro c'est La France et l'Allemagne.

Il faut un Secrétaire Général de la zone Euro qui jouera le rôle de Directeur du Trésor.

Je n'ai toujours pas compris ce que fait le FMI en Europe. Le FMI cela concerne les Américains ; que font-ils donc en Europe ?

La nouvelle Europe doit fonctionner différemment en étant articulée autour d'une dizaine de secteurs prioritaires.

Les accords commerciaux ne peuvent plus être négociés par les commissaires Européens qui ont des portefeuilles grands comme des confettis.

Enfin la Commission Européenne ne peut pas continuer à être à la fois un parlement, un gouvernement et un tribunal.

La première initiative de l'alternance consistera à refonder l'Europe en revoyant les Traités.

Voyez ce qui se passe en Italie ; on ne peut tout de même pas continuer sur cette trajectoire avec cette invraisemblable poussée des nationalismes.

- Une question sur la liste des pays sûrs.

Nicolas SARKOZY mets en exergue cette étrangeté : l'Europe dit que la Turquie n'est pas un pays sûr, mais dans le même temps elle discute de l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Cela est tout simplement accablant.

On constate que la deuxième économie d'Europe, l'Angleterre, est entrain de nous dire au revoir. Comment imaginer que se soit la Turquie qui la remplacerait ? Cela n'est tout simplement pas acceptable.

Pour discuter avec les Américains, il faut une force qui contrebalance.

Nous devons impérativement rebattre les cartes car nous fonctionnons avec des institutions d'une Europe à six ou à neuf.

- Une question relative à l'Union bancaire : est-ce une chance pour la place financière de Paris ou pour celle de Francfort ou encore pour celle de Londres ?
De plus quelle serait l'initiative Franco- Allemande ?

Nicolas SARKOZY fait savoir qu'il essaierait de ramener Madame Angela MERKEL sur nos points de vue.

D'abord, il faut de toute urgence bâtir un nouveau Traité !

Pour ma part, précise Nicolas SARKOZY, je ne laisserai pas les anglais dehors car en moins de trois ans s'en sera fini de la cohérence de l'Europe.

Il ne faut surtout pas que nous nous installions dans une guerre.

Je rappelle que nous ne pesons plus très lourds au plan démographique à l'échelle mondiale sur les 7 milliards d'habitants que comporte la planète.

Il y a certes la question du changement climatique, mais le vrai problème est celui de la surpopulation de la planète. C'est là que se situe la question la plus urgente. La démographie c'est l'enjeu.

Parmi les priorités françaises, il conviendrait de créer un organisme pour prendre à bras le corps cette question. Ce n'est certes pas les interrogations sur la place de Londres, de Francfort ou de Paris qui est le bon niveau d'analyse.

- Jean-René TANCREDE pose une question sur le climat social, le secteur bancaire et ses exigences démesurées de garanties pour les emprunteurs.

Nicolas SARKOZY acquiesce du fait qu'il y a une tendance en France à prêter de l'argent à ceux qui en ont le plus.

Sur le plan social, s'agissant du licenciement économique, nous interdirons aux tribunaux de se prononcer en opportunité.

J'en ai plus qu'assez de ces jugements en opportunités pratiqués par les tribunaux.

Je souhaite également que soient prohibés les contrôles fiscaux sur place. Nous avons une ambition : je rêve d'une zone Franco-Allemande à fiscalité identique.

Nous souhaitons prendre le pilotage de la zone Euro avec l'Allemagne.

L'Allemagne se voit aujourd'hui comme un pays normal. Dès lors c'est plus aisé de négocier avec ce pays aujourd'hui.

Cet attelage assurera ensemble la direction de la zone Euro, mais je ne crois vraiment pas à la défense européenne. Un pays qui n'est pas capable de se défendre par lui-même ne peut pas compter sur les autres.

La question de la défense Française dans un monde aussi dangereux ne peut être déléguée à quiconque.

Le feu nucléaire est dans la main du Président et il faut donc choisir un bon Président.

A titre d'exemple si Tunis tombe, les soucis c'est pour la France. L'Algérie est une véritable poudrière et c'est un doux euphémisme. Si cela explose... ce n'est vraiment pas le moment de traiter avec légèreté notre défense. La situation est trop préoccupante.

Je dis à nouveau que je ne me résoudrai pas au départ des Anglais et qu'ils reviennent en Europe la tête haute !

Il est temps de porter un nouveau projet avec les « Espaces » :

- Espace de l'Euro
- L'Europe des Balkans
- Un grand espace avec la TURQUIE, la RUSSIE... ou on parlerait économie.

La Turquie serait un pont entre l'Europe et l'Asie. Il convient en outre de mettre fin à l'embargo avec la Russie.

- Le général Jean-Gilles SINTES intervient sur la crise identitaire que traverse la société Française. On voit que nombre de candidats préfèrent rester sur les questions économiques et sociales. Que proposez-vous en ce sens ?

A cette question, que veut dire être Français ? rétorque Nicolas SARKOZY.

Quel héritage ? C'est-à-dire qu'avons-nous reçu ? Mais plus encore que transmettons-nous ?

Ce thème est central et conditionne tout le reste.

Depuis 1968, il y a des soucis. Autour des années 1980 on exhume le thème « il est interdit d'interdire » Cela aboutit au communautarisme auquel on est confronté aujourd'hui.

La gauche a sacralisé les minorités au peuple. Elle s'adresse à des communautés, les jeunes etc... au moment même où un Islam militant est de plus en plus actif, tout cela au motif que nous étions mous. Et le peuple est la victime de la trahison des élites.

Qui parle de la France ? Il y a une culture Française !

Ce débat sur la place de l'Islam, qu'il convient de traiter face au désastre actuel, est une nécessité.

Le discours permanent de culpabilisation de la France doit cesser.

La faiblesse de nos élites, voilà ce que je veux dénoncer.

Au terme de son propos, le président Jean-Louis CHAMBON s'adresse à Nicolas SARKOZY :

« Vous avez présenté un diagnostic très clair de la situation de la France au sein de laquelle une partie continue de douter d'elle-même et de son avenir.

Votre conviction est que ce ne sont ni les incantations, ni les demi-mesures qui pourraient répondre sur le fond à tous ces défis.

Le ministre TURGOT aurait sans doute ajouté comme le lui recommandait Louis XVI « pour le bonheur des Français.

D'où cette lancinante question qui se pose à l'ensemble des citoyens français comme à la fin de l'ancien régime.

Est-ce que nos concitoyens, la société civile sont véritablement prêts à consentir les efforts dont la nécessité est rappelée de partout. A moins qu'ils préfèrent se leurrer par un déni de la réalité. Pourtant il faudra bien tôt ou tard en payer le prix ?

Ce 8 juin restera pour le Cercle TURGOT un moment précieux et riche en réflexion. Encore merci.

Selon la tradition du Cercle, Nicolas SARKOZY se voit offrir deux petits présents.

Une effigie de TURGOT, baron de L'Aulne réalisée par l'Ecole Nationale du verre à Yzeure dans le Bourbonnais et l'ouvrage du Cercle TURGOT « Désordre dans les monnaies, L'impossible stabilité du système monétaire international ?

Par ailleurs si vous l'acceptez, nous serons honorés que vous figuriez parmi les membres d'honneur de notre Cercle ».

Nicolas SARKOZY accepte avec joie cette marque de considération.